EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SEANCE DU 28 OCTOBRE 2025

Présents :
Mme. Isabelle GALANT, Bourgmestre;
Mme. Noémie PAILLOT, M. Julien ROISIN, M. Philippe PECHER, échevins;
Mme. Isabelle VIART, Présidente du CPAS;
M. Daniel CORDIER, M. Thomas PIERMAN, Mme. Barbara LEKIME, Mme. Laurence LELONG, M. Laurent JAILLOT, M. Harry GILBERT, M. Mathieu VERCRUYSSE, M. Leon Henri DOEM, M. Etienne LENFANT, Conseillers;
Mme Joyce RENIERS, Directrice Générale f.f.;

Objet : Service Directeur Financier - Finances communales - Règlement-redevance sur la vente de bois communal - Exercices 2026 à 2031.

Le Conseil Communal, siégeant en séance publique,

Vu la Constitution, les articles 41, 162 et 173 ;
Vu le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (Règlement général sur la protection des données) entrée en vigueur le 25 mai 2018 ;
Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, notamment les articles L1122-30 et L3321-1 à 12 ;
Vu le décret du 14 décembre 2000 (M.B. 18.1.2001) et la loi du 24 juin 2000 (M.B. 23.9.2004, éd. 2) portant assentiment de la Charte européenne de l'autonomie locale, notamment l'article 9.1. de la Charte ;
Vu la Loi du 04 mai 2023 portant insertion du livre XIX "Dettes du consommateur" dans le Code de droit économique (CDE), publiée au Moniteur belge du 23.05.2023, Ed.2 p49149 et suivantes ;
Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement des redevances communales ;
Vu les recommandations émises par la circulaire du 11 septembre 2025 relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne, pour l'année 2026 ;
Considérant que lors d'entretien d'espaces verts communaux ou de phénomène météorologique, des arbres doivent être coupés et élagués par les services techniques de la commune ;
Considérant l'impossibilité d'utiliser ce bois afin de chauffer les bâtiments de l'Administration ;
Considérant l'impossibilité de stockage de ce bois au sein des bâtiments communaux du service technique ;

Considérant que la commune de Lens souhaite accorder une priorité et un tarif préférentiel aux bénéficiaires du revenu d'intégration social (RIS) et aux familles monoparentales au regard de leur situation sociale, financière et/ou professionnelle ;
Considérant que cette priorité et que ce tarif préférentiel sera conditionné à la remise d'une attestation du CPAS pour les bénéficiaires du revenu d'intégration social et à la remise d'un extrait du Registre National attestant le caractère de famille monoparentale ;
Considérant qu'en l'absence de justification probante aucune priorité ou tarif préférentiel ne sera octroyé ;
Considérant les charges générées par l'élagage, le découpage, l'abattage et l'enlèvement du bois provenant des espaces verts communaux ;
Considérant que la commune doit se doter des moyens nécessaires afin d'assurer l'exercice de sa mission de service public ;
Considérant qu'il y a dès lors lieu d'instaurer une redevance sur la vente de bois communal ;
Vu la délibération du Collège communal du 14 octobre 2025, réf. 20251014/4, proposant à la présente assemblée d'adopter un règlement redevance sur la vente de bois communal ;

Considérant la transmission du dossier au Directeur financier pour avis préalable en date du 15/10/2025 ;

Considérant l'avis Positif commenté du Directeur financier remis en date du 15/10/2025 ;

DÉCIDE A L'UNANIMITÉ DES MEMBRES PRÉSENTS
Article 1er : Il est établi, pour les exercices 2026 à 2031, une redevance communale sur la vente de bois communal.
Art 2 : La redevance est due par la ou les personne(s) physique(s) ou morale(s) qui manifeste(nt) un intérêt pour l'acquisition du bois.
Art 3 : Le montant de la redevance est fixé à :

- 40,00 € par m³ de bois brut ;
- L'enlèvement est à charge du ou des acquéreur(s) ;

Une priorité et un tarif préférentiel, fixé à 20,00 € par m³ de bois brut, seront toutefois accordés aux bénéficiaires suivants, compte tenu des faibles revenus de ces bénéficiaires et de l'intérêt à leur accorder ces avantages au regard de leur situation sociale, financière et/ou professionnelle :

- Les bénéficiaires du Revenu d'intégration social (RIS),
- Les familles monoparentales.

Le statut particulier de ces bénéficiaires sera contrôlé par l'Administration communale à partir de tout élément probant, tel que, notamment, une attestation du CPAS ou un extrait du Registre National susceptible d'être fourni par leurs soins ou par l'Administration communal.
En cas d'absence de justification probante des statuts particuliers définis précédemment, aucune priorité ou tarif préférentiel ne sera octroyé.
Art 4 : La redevance est payable au comptant avant l'enlèvement du bois par l'acquéreur contre la remise d'une quittance.
Art 5 : À défaut de paiement de la redevance dans les délais prévus, un premier rappel sans frais sera adressé par pli simple au redevable. Ce rappel sera conforme au titre XIX du Code de droit économique relatif aux dettes du consommateur.
Art 6 : En cas de non-paiement à l'amiable du premier rappel, et que le redevable ne s'exécute toujours dans un délai de 14 jours calendrier, qui prend cours le troisième jour ouvrable qui suit celui où le rappel est envoyé, le recouvrement de la redevance est poursuivi conformément à l'article L1124-40 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le débiteur sera mis en demeure de payer par courrier recommandé. Les frais administratifs inhérents à cet envoi seront mis à charge du redevable et s'élèveront à 15 €.
Dans les cas non prévus par cette disposition, le recouvrement sera poursuivi devant les juridictions civiles compétentes.
Art 7 : Le redevable peut introduire une réclamation écrite auprès du Collège communal dans les six mois à dater du paiement de la redevance.

Le Collège communal dispose d'un délai de six mois à dater de la réception de la réclamation pour statuer sur celle-ci, l'absence de réponse n'étant toutefois pas assimilable à une réponse positive.
La décision du Collège communal peut faire l'objet d'un recours en justice dans le mois de la signification de la contrainte non fiscale par huissier de justice. Le jugement peut faire l'objet d'un recours dans le mois à dater de la signification de celui-ci sauf s'il est rendu en premier et dernier ressort (pas susceptible d'appel).
Le délai de recours contre le jugement expiré, le Directeur Financier donnera instruction à l'huissier de justice de procéder à l'exécution de la contrainte non fiscale (commandement de payer). Dans le même temps, l'huissier devra également exécuter le jugement pour le recouvrement de l'indemnité de procédure, celle-ci ne pouvant être recouvrée par la contrainte non fiscale.
Art 8 : Le traitement de données à caractère personnel nécessaire à la mise en œuvre du présent règlement se fera suivant les règles suivantes :
- Responsable de traitement : la commune de Lens ;
- Finalité du traitement : établissement et recouvrement de la redevance ;
- Catégorie de données : données d'identification ;
- Durée de conservation : la commune de Lens s'engage à conserver les données pour un délai de 30 ans et à les supprimer par la suite ou à les transférer aux archives de l'État selon les instructions reçues de cette administration ;
- Méthode de collecte : données obtenues auprès du demandeur lors de l'introduction d'une demande pour l'objet de la redevance communale ;
- Communication des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du CIR92, ou à des sous-traitants de la Commune de Lens.
Art 9: Le présent règlement sera transmis au Gouvernement wallon conformément aux articles L3131-1 et suivants du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation pour exercice de la tutelle spéciale d'approbation.
Art 10 : Le présent règlement entrera en vigueur après accomplissement des formalités de la publication faites conformément aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Par le Conseil Communal,

La Directrice Générale f.f., La Bourgmestre,

ADMINISTRATION COMMUNALE DE LENS - HAINAUT -

(s) Joyce RENIERS. (s) Isabelle GALANT.

Pour copie délivrée conforme à
Lens le 3 décembre 2025

Le Directeur Général, La Bourgmestre,

(s) Mathieu MESSIN (s) Isabelle GALANT